CICG
Centre d'Information et de Communication Gouvernementale
CÔTE D'IVOIRE

Revue de Presse
QUOTIDIENNE

www.gouv.ci 101

Mardi 03 novembre 2026

PRESSE NATIONALE

Politique

Fraternité Matin

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE : PATRICK ACHI ET DES DÉPUTÉS À LONDRES

Visite d'amitié et de travail. Les élus de la Nation ivoirienne qui sont à Londres, du 3 au 7 novembre 2026, auront un agenda chargé. D'autant plus que ce voyage au Royaume-Uni marque une nouvelle étape dans les relations entre les institutions parlementaires des deux pays. Cette première visite de ce niveau auprès de la Chambre des communes traduit la volonté de Patrick Achi, président de l'Assemblée nationale ivoirienne, de donner une dimension plus affirmée à la coopération interparlementaire ivoiro-britannique. La singularité de cette mission tient à la convergence de trois enjeux majeurs : l'évolution des pratiques parlementaires, la transformation du modèle de développement ivoirien et la formation des compétences appelées à accompagner cette transformation. Elle a lieu à un moment où la Côte d'Ivoire, engagée dans la mise en œuvre de son Plan National de Développement 2026-2030, entend franchir un nouveau palier dans la diversification de son économie, la valorisation de ses ressources et le renforcement de ses institutions. Trois étapes clés du séjour. Westminster, Cambridge et Oxford.

le jour Plus POUR PLUS D'INFORMATION

RUSSIE / AFIN DE PRENDRE PART AU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS : LA DIASPORA IVOIRIENNE EXPRIME SES ATTENTES AU GOUVERNEMENT

En mission à Moscou dans le cadre du 3e Sommet Russie-Afrique, la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba, a rencontré, le vendredi 30 octobre 2026, la communauté ivoirienne vivant en Russie, composée en grande majorité d´étudiants. Le chargé d´affaires de l´ambassade de Côte d´Ivoire en Russie, Léon Konan Koffi, a exprimé sa gratitude à la ministre d'État pour cette visite qui témoigne de l´attention particulière accordée par le gouvernement ivoirien à ses compatriotes établis à l´étranger. Au nom de la communauté ivoirienne, il a présenté plusieurs préoccupations portant notamment sur les bourses et aides de l'État, ainsi que sur les questions liées à l´établissement des documents administratifs. Transmettant les salutations et les encouragements du Président Alassane Ouattara, la ministre d'État a rappelé les progrès enregistrés par la Côte d´Ivoire dans les domaines politique, économique et social. Elle a mis en avant les performances de l´économie nationale, ainsi que les perspectives offertes par le Plan National de Développement (PND) 2026-2030, invitant la diaspora à investir dans son pays d´origine et à y mettre ses compétences au service du développement.

L'inter

OFFICE DU CONSEIL D'ÉTAT - MODERNISATION DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE : D'IMPORTANTES RECOMMANDATIONS ARRÊTÉES À L'ISSUE DU SÉMINAIRE DE GRAND-BASSAM

À l'issue d'un séminaire interne tenu les jeudi 29 et vendredi 30 octobre 2026 à Grand-Bassam, le Conseil d'État a formulé une série de recommandations pour améliorer son fonctionnement, dans le cadre de la modernisation de la justice administrative. Les acteurs de la plus haute institution de l'ordre administratif ont mené une réflexion autour du thème : « Amélioration de l'office du Conseil d'État : célérité dans le traitement des dossiers et amélioration de la qualité des décisions ». Les travaux ont débouché sur des recommandations adressées au président du Conseil d'État, Ibrahime Coulibaly-Kuibiert, aux magistrats et au greffe. À l'endroit du président du Conseil d'État, les participants ont préconisé le recrutement de magistrats et d'assistants à la décision, le recours à davantage de commissaires de justice pour faciliter la notification des actes, ainsi que la dématérialisation des procédures et l'actualisation du Système d'Information et de Gestion du Conseil d'État (SIGCE). Ils ont également recommandé la mise en place d'un guide de rédaction des décisions, la fixation de délais indicatifs pour le traitement de certains recours et la généralisation des tableaux de suivi des dossiers. Il est aussi question de permettre aux

présidents de chambres de désigner, par délégation, les rapporteurs par ordonnance.

ÉTABLISSEMENT DE LA CNI : L'ONECI RAPPROCHE SES SERVICES DES IVOIRIENS VIVANT AUX USA

L'établissement et le renouvellement de la Carte Nationale d'Identité (CNI) deviennent plus accessibles aux Ivoiriens vivant aux États-Unis. Depuis le vendredi 30 octobre, ceux-ci peuvent effectuer leurs démarches directement à Washington, grâce à l'ouverture d'un bureau d'enrôlement de l'Office National de l'État Civil et de l'Identification (ONECI) au sein de l'ambassade de Côte d'Ivoire. Mis en place en partenariat avec la représentation diplomatique, ce dispositif vise à rapprocher les services administratifs des ressortissants ivoiriens établis à l'étranger. Il met ainsi fin aux déplacements à Abidjan souvent coûteux et contraignants qu'imposait auparavant l'obtention de ce document. Les premiers bénéficiaires n'ont pas caché leur satisfaction. Au-delà de l'établissement de la CNI, le déploiement des équipements de l'ONECI ouvre également la voie à d'autres prestations liées à l'état civil, notamment l'inscription dans les registres de naissance et la délivrance d'extraits d'acte d'état civil. La cérémonie de lancement a été marquée par la remise des premiers titres par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire aux États-Unis, Ibrahima Touré.

Economie

PRÉVENTION DES MALADIES ZOONOTIQUES : LES ACTEURS MULTISECTORIELS OUTILLÉS POUR UNE DÉTECTION PRÉCOCE

Renforcer la collaboration entre les services vétérinaires et les acteurs en charge de la gestion de la faune sauvage afin de mieux prévenir et surveiller les maladies zoonotiques émergentes et réémergentes. Tel est l'objectif de l'atelier de formation consacré aux outils de collecte de données et à la notification des foyers de zoonoses qui s'est tenu, le 2 novembre, à Grand-Bassam. Cette rencontre a été initiée par le ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH), à travers la Direction des Services Vétérinaires et du Bien-Être Animal (DSVBA), en collaboration avec le projet Zoosursy et l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA). À travers cette formation, il s'agit notamment de renforcer les capacités des acteurs à utiliser les outils et les circuits de surveillance conjointe des zoonoses prioritaires, mais également de favoriser le partage d'informations entre les différents secteurs intervenant dans la santé humaine, animale et environnementale. Pour Dr Kallo Vessaly, directeur de la DSVBA au Mirah, les zoonoses constituent aujourd'hui l'un des défis majeurs de sécurité sanitaire auxquels les pays sont confrontés.

CARBURANT : LE PRIX DU SUPER SANS PLOMB RESTE À 905 FCFA

La Direction générale des Hydrocarbures a arrêté les prix des produits pétroliers de la période allant du 1er au 30 novembre 2026. Ainsi, le litre du super sans plomb reste inchangé par rapport au mois d'octobre, soit 905 FCFA, tandis que le pétrole lampant et le gasoil moteur sont respectivement au prix de 780 FCFA et 725 FCFA.

LUTTE CONTRE LE TRANSVASEMENT ILLICITE DU GAZ BUTANE : UNE OPÉRATION D'ENVERGURE MENÉE À BINGERVILLE

Beau coup des filets des agents de la Direction générale des Hydrocarbures engagés dans la lutte contre le transvasement illicite du gaz butane. Ils ont mené, avec succès, une opération d'envergure, dans la nuit du 1er au 2 novembre 2026, à Bingerville. Avec la collaboration de la gendarmerie nationale, un site de transvasement a ainsi été démantelé. Au moins 400 bouteilles ont été saisies. Cette opération fait suite à plusieurs autres menées avec succès dans différentes localités du pays. L'appui des autorités administratives et sécuritaires des villes visitées par les services de la Direction générale des Hydrocarbures, a été d'un apport significatif dans les opérations. A ce jour, ce sont plus de 25 mille et plus de 300 machines de transvasement qui ont été saisies dans le cadre de la lutte contre cette activité illicite. En application des recommandations du ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, la Direction générale des Hydrocarbures fait de la lutte contre l'utilisation frauduleuse du gaz butane son cheval de bataille.

ANNEXE FISCALE 2027 : OUATTARA SIÉ ABOU ANNONCE DES MESURES

Le projet d'Annexe fiscale 2027 prévoit des dispositions visant à soutenir l'investissement, renforcer la compétitivité des entreprises et accompagner le développement de l'économie nationale. C'est l'une des principales orientations présentées par le directeur général des Impôts, Ouattara Sié Abou, lors de la présentation du projet devant le Conseil économique, social, environnemental et Culturel (CESEC), le mardi 27 octobre 2026, au siège de l'Institution à Abidjan-Plateau. Composé de 41 articles, le projet d'annexe fiscale pour la gestion 2027 s'articule autour de 5 axes stratégiques. Il prévoie notamment le renforcement de la mobilisation des ressources fiscales, l'adoption des mesures de soutien à l'investissement et à la compétitivité des entreprises, ainsi que des dispositions à caractère social. A ces orientations, s'ajoutent la rationalisation et la simplification du dispositif fiscal à et l'adoption de mesures d'ordre technique.

Société

PARTICIPATION DE LA CÔTE D'IVOIRE À LA COP 31 : ABOU BAMBA SITUE LES ENJEUX

La 31e Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP31) se tient, du 9 au 20 novembre, à Antalya, en Turquie. La Côte d'Ivoire sera présente à ce rendez-vous mondial avec une forte délégation composée d'experts, d'institutions et d'organisations. A quelques jours du voyage, une cérémonie d'avant-départ a été organisée, hier, à l'auditorium de la Primature au Plateau. Objectif : mobiliser et informer l'ensemble des parties prenantes sur les dispositions pratiques, ainsi que les activités à la COP31 pour une participation efficiente et efficace de la délégation ivoirienne. De manière spécifique, il s'agissait d'informer les parties prenantes sur les enjeux et les opportunités de la COP31 pour la Côte d'Ivoire ; faire un point sur l'état d'avancement des activités de préparation de la Côte d'Ivoire (stand, side event, rencontres d'échange B to B, agenda COP31, accréditations, etc.) avant le départ. La rencontre a été présidée par le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique, Abou Bamba. A ses dires, l'ambition fixée par le gouvernement est claire : défendre les intérêts du pays et obtenir les moyens de protéger durablement les populations. Il a indiqué que le Plan National de Développement (PND) 2026-2030 constitue le cadre de référence de toute action de la délégation ivoirienne.

CÉRÉMONIE MENSUELLE D'HOMMAGE À L'EMBLÈME NATIONAL : L'OIPR À L'HONNEUR

L'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) était à l'honneur, hier, à la traditionnelle cérémonie mensuelle d'hommage à l'emblème national organisée à l'esplanade de la Cité administrative. Organisé par le ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, l'événement a permis à l'OIPR de mieux se faire connaitre aux Ivoiriens. Et ce, au cours de la conférence animée par le colonel Koutouan Amon, directeur technique de l'OIPR, intervenant au nom du directeur général de l'institution, autour du thème « Participation citoyenne à la protection de la biodiversité et à la gestion durable des ressources naturelles ». « Nos parcs et réserves, qui couvrent 7 % du territoire, renferment l'essentiel de notre biodiversité. Véritables châteaux d'eau et poumons verts, ils constituent un rempart contre la désertification et l'érosion. Gérer durablement ces ressources, c´est garantir aux générations futures un capital naturel florissant plutôt qu´un territoire ruiné par le court terme », a-t-il souligné.

DUEKOUÉ / LANCEMENT DE L'OPÉRATION « ÉPERVIER 12 » : 150 ÉLÉMENTS DES FDS MOBILISÉS POUR UNE NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE L'INSÉCURITÉ

Forts du bilan de la précédente opération, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) déploient 150 éléments pour intensifier la lutte contre la criminalité, le trafic de drogue et l'orpaillage illégal dans le département de Duekoué. La place publique de cette ville de l'ouest ivoirien a accueilli, le jeudi 29 octobre 2026, le lancement officiel de la 12e édition de l'opération « Épervier ». Le commissaire de police de première classe, Yssouf Ouattara, chef de service du commissariat de Duekoué, a présenté le bilan de la précédente opération « Vacances sécurisées », menée du 26 décembre 2025 au 28 octobre 2026. Les chiffres donnent la mesure du travail accompli : 217 individus, dont 210 hommes et 7 femmes, ont été déférés devant les autorités judiciaires. 11 fumoirs ont été démantelés et 17 personnes interpellées dans ce cadre. D'importantes saisies de drogues ont également été opérées. S'appuyant sur ces résultats, le commissaire Yssouf Ouattara a détaillé les ambitions de cette nouvelle édition. « Avec l'opération Épervier 12, il s'agira de passer à une phase plus ambitieuse et plus offensive, fondée sur l'anticipation et une répression rapide et exemplaire ».

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE MOBILITÉ : N'GUESSAN KOFFI REMET 150 MOTOS AUX CONSEILLERS PÉDAGOGIQUES

Renforcer la présence des Conseillers Pédagogiques dans les écoles et améliorer le suivi des enseignants sur le terrain. C´est l´objectif que s'est fixé, ministre de l´Éducation nationale, de l´Alphabétisation et de l ´Enseignement technique, N'Guessan Koffi. Dans cette optique, il a remis 150 Motos, ce vendredi 30 octobre 2026, aux Conseillers pédagogiques du Préscolaire et du Primaire (CPPP) de 20 Directions Régionales. La cérémonie s´est tenue au lycée Classique d´Abidjan, en présence de l´Ambassadeur d ´Italie en Côte d´Ivoire, Roberta Di Lecce, et des représentants de l´ONG Association des Volontaires pour le Service International (AVSI). À travers cette dotation, le ministre entend apporter une réponse concrète aux difficultés de mobilité rencontrées par ces acteurs essentiels de l´encadrement pédagogique. En effet, les CPPP jouent un rôle déterminant dans l´amélioration des pratiques enseignantes. Ils assurent les visites de classes, conseillent les enseignants, contribuent à leur formation continue et identifient les besoins des établissements. Autant de missions qui nécessitent une présence régulière sur le terrain, y compris dans les localités les plus difficiles d´accès.

PROGRAMME « POPOTE FAMILIALE » DU GOUVERNEMENT : BELMONDE DOGO DISTRIBUE 200 MILLIONS DE FCFA À 2 000 MÉNAGES À TREICHVILLE

La ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Myss Belmonde Dogo, a présidé, le lundi 2 novembre 2026, à la mairie de Treichville, la cérémonie de présentation du financement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) au profit des bénéficiaires du projet « Popote familiale » édition 2026. Cette année, la cohorte retenue est composée de 2 000 ménages. Sur l'exercice, ces ménages ont été accompagnés par le ministère qui leur a apporté des vivres et des non-vivres, obtenus par la ministre Belmonde Dogo auprès du gouvernement. Chaque ménage a par ailleurs reçu, en pleine séance, sur des comptes mobiles du partenaire Orange money, la somme de 100 000 FCFA. Ce qui fait un total de 200 millions de FCFA distribués. Cette somme est remise à ces ménages pour leur permettre d'initier des AGR, en vue d'être autonomes et sortir de la vulnérabilité et de l'extrême pauvreté. A en croire Myss Belmonde Dogo, la « Popote familiale » est avant tout un projet inscrit dans le programme de gouvernement du Président de la République, Alassane Ouattara, qu'elle a appelé à remercier.

GAGNOA : L'ÉTAT VIENT EN AIDE AUX SINISTRÉS DES INONDATIONS

91 ménages de la ville de Gagnoa ont bénéficié de l'assistance du ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, après les dégâts causés par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville pendant deux jours, au début du mois d'octobre. Les sinistrés ont reçu des vivres, des produits non alimentaires, ainsi qu'une aide financière d'un montant global de deux millions de FCFA. Ces dons leur ont été remis, le 30 octobre 2026, lors d'une cérémonie organisée à la préfecture de Gagnoa, sous la présidence du préfet de région, Djédjé Mel, représenté par Doutigui Ismaël, le deuxième secrétaire général de la préfecture. Au nom de son ministère de tutelle, Grâce Amani, directrice régionale de la Solidarité, a expliqué que cette assistance s'inscrit dans la tradition du « Yako », une marque de compassion et de soutien manifestée en Afrique à la suite d'un événement malheureux. Elle a souligné

que cette aide apporterait un soulagement aux sinistrés, dont certains ont dû quitter leur domicile à cause des inondations.

DALOA : FRANCE VOLONTAIRES SENSIBILISE LES JEUNES AUX ALTERNATIVES À LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Volontariat, engagement citoyen et insertion professionnelle. Ce sont les principales alternatives à la migration irrégulière présentées aux jeunes de Daloa par France Volontaires et ses partenaires. Le vendredi 30 octobre 2026, France Volontaires, en collaboration avec l'Office du Service Civique National (OSCN), a organisé une campagne de sensibilisation sur les alternatives à la migration irrégulière au Complexe socio-éducatif de Daloa. L'objectif est d'informer les jeunes sur les possibilités de mobilité légale et d'insertion professionnelle. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet MIGRET, consacré à la réintégration durable des migrants ivoiriens de retour et à la lutte contre la traite. Pour Daron Ndiaye, représentant national de France Volontaires en Côte d'Ivoire, l'enjeu est de faire connaître les opportunités accessibles aux jeunes. Il a notamment annoncé un programme de déploiement de 50 volontaires, dont 30 en France et 20 dans la sous-région, notamment au Togo. De son côté, Sylla Yaya, conseiller technique du directeur général de l'OSCN, a invité les jeunes à valoriser les compétences acquises dans les centres de service civique. « La migration est un droit humain, mais il faut savoir migrer et privilégier les voies régulières », a-t-il souligné.

NOVEMBRE BLEU : LE CANCER DE LA PROSTATE AU CŒUR DE LA SENSIBILISATION À LA SANTÉ MASCULINE

Après « Octobre Rose », consacré à la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus, le mois de novembre est placé sous le signe de la santé masculine. À travers la campagne « Novembre Bleu », les acteurs de la santé entendent briser les tabous autour du cancer de la prostate et encourager les hommes à accorder davantage d'attention à leur bien-être. « Parler du cancer de la prostate sans gêne ni préjugés, c'est l'un des principaux objectifs de Novembre Bleu, une campagne internationale de sensibilisation à la prévention et au dépistage des maladies masculines. Elle vise par ailleurs à encourager les hommes à consulter les professionnels de santé, à s'informer sur les possibilités de dépistage et à parler librement de leur santé. Cette campagne rappelle l'importance de la prévention et du dialogue avec les spécialistes », informe un article publié par le blog mondial-sante.com. En Côte d'Ivoire, le gouvernement fait de la campagne « Novembre bleu » une priorité. « Mieux vaut venir à l'hôpital quand on est en vie que de dépenser des millions à des funérailles », a lancé le ministre Pierre N'Gou Dimba, le 30 octobre, devant plus de 500 femmes et hommes rassemblés à la salle des fêtes de la mairie d'Agboville.

Culture

COLLECTE DE LA TAXE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE : LA SENSIBILISATION S'ACCENTUE

La mobilisation des ressources fiscales se poursuit sur le terrain. Après le lancement de la campagne nationale de sensibilisation, le 18 août 2026 à Abidjan, le Fonds de Développement Touristique (FDT) a engagé une tournée à travers le pays pour expliquer les nouvelles modalités de collecte de la Taxe de Développement Touristique (TDT). Cette initiative concerne aussi bien les opérateurs économiques que les collectivités territoriales et les administrations impliquées dans le dispositif. Plusieurs localités ont déjà accueilli les équipes du FDT, en collaboration avec la Direction générale des Impôts (DGI) et la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP). Le 5 octobre, une séance de sensibilisation s'est tenue à Yamoussoukro. Les échanges ont réuni des professionnels du tourisme, des agents des Impôts et du Trésor ainsi que des représentants de la mairie. Les discussions ont notamment porté sur les modalités de collecte, les préoccupations des opérateurs et la coordination entre les différentes administrations. Selon Marcel N'Guettia, président du FDT, la mobilisation de ces ressources devrait permettre de générer environ 4 milliards de FCFA par an. Des recettes destinées notamment au financement des infrastructures touristiques, à la promotion de la destination Côte d'Ivoire et à la professionnalisation des acteurs.

A L'INTERNATIONAL

Economie

EN CÔTE D'IVOIRE, UNE SIMULATION NATIONALE POUR « APPRENDRE À RÉAGIR » AUX CYBERATTAQUES MAJEURES

Comment réagir face à une cyberattaque massive ? Ces 28 et 29 octobre 2026, à Abidjan, plusieurs centaines de dirigeants, d'experts et d'étudiants ont participé à une simulation nationale grandeur nature. Le scénario : une entreprise est victime d'une cyberattaque, aux conséquences multiples. L'exercice, nommé Cyber-Ex, est piloté par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI). L´objectif est de mieux préparer les organisations, publiques comme privées, à gérer les crises numériques, toujours plus nombreuses. La cyberattaque du jour est fictive. Mais les menaces, elles, sont bien réelles. Énergie, finances, télécommunications font partie des secteurs les plus visés en Côte d'Ivoire, constate l'ANSSI, l'autorité chargée de sécuriser l´espace numérique national. Avec une attention particulière portée sur le paiement mobile. « On paie de l'énergie par mobile money, tant électrique que pour le véhicule. Tout le monde est connecté. Une panne ou un incident cyber dans une entreprise qui est support de toutes ces activités pourrait arriver. On n'en a jamais connu en Côte d'Ivoire. Le but de l'exercice est d'apprendre à réagir à ce type de crise qui pourrait survenir demain », a expliqué le colonel Aly Samassi, directeur du Pôle opérations à l'ANSSI.

VU SUR LE NET

Economie

CGECI ACADEMY 2026 : LE PREMIER MINISTRE ROBERT BEUGRÉ MAMBÉ APPELLE A TRANSFORMER LE CAPITAL HUMAIN EN MOTEUR DE CROISSANCE ET DE CRÉATION DE RICHESSES

« Ensemble, transformons notre capital humain en moteur de croissance, de création de richesses et de progrès partagé ». C'est l'appel lancé par le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, ce vendredi 30 octobre 2026 à Abidjan-Cocody, à la clôture de la 14e édition de la CGECI Academy, ouverte la veille autour du thème « Capital humain, levier stratégique pour l'Afrique ». La rencontre a enregistré la présence de plusieurs personnalités, dont le ministre des Transports, Amadou Koné, le ministre du Développement industriel de la République du Congo, Michel Djombo, le vice-président de la BAD, Abdul Kamara, la directrice exécutive de l'École des dirigeants HEC Montréal, Dominique Anglade, et le président de la CGECI, Ahmed Cissé. Pour le Chef du gouvernement, face aux mutations technologiques, à l'essor de l'intelligence artificielle et à la recomposition des chaînes de valeur, l'Afrique doit transformer son potentiel démographique en compétences productives, en capacités d'innovation et d´opportunités économiques durables. « La ressource la plus précieuse d'une nation, c'est la qualité de son capital humain », a-t-il souligné.

Société

TOUT SAVOIR SUR, LE RENDEZ-VOUS DU DIALOGUE CITOYEN, DE LA TRANSPARENCE ET DE LA REDEVABILITÉ PUBLIQUE

Permettre aux citoyens de s'informer, de questionner directement les responsables publics et d'obtenir des réponses sur l'action gouvernementale : c'est la vocation de Tout Savoir Sur, un programme d'information et d'échanges citoyens initié par le CICG. Lancé le 7 octobre 2021, ce rendez-vous se tient chaque mardi et donne la parole aux responsables publics autour de sujets d'intérêt général. Politiques publiques, programmes, réformes et services administratifs sont abordés afin de permettre aux populations de mieux comprendre les actions engagées et d'obtenir des réponses à leurs questions. Diffusés en direct sur les plateformes numériques, les échanges sont accessibles au-delà des journalistes présents. Les citoyens peuvent ainsi suivre les interventions et s'informer sur les missions des administrations et les actions menées en leur faveur. À travers ce dialogue interactif, Tout Savoir Sur contribue à renforcer la participation citoyenne, la transparence et la redevabilité publique.(Source : CICG)

Economie

ABIDJAN / ÉCLAIRAGE : 31 000 LAMPES LED À INSTALLER DÈS 2027

Le gouvernement ivoirien va lancer en 2027 un vaste programme de maîtrise de l'énergie pour moderniser l'éclairage public et réduire la facture d'électricité de l'État. Financé à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros, ce projet prévoit notamment le remplacement de 31 000 lampes à vapeur de sodium obsolètes par des technologies LED de dernière génération dans le Grand Abidjan, ainsi que la rénovation énergétique de bâtiments administratifs hautement énergivores. L'annonce a été faite, ce lundi 2 novembre 2026, par Gnigbognima Siriki, directeur de la Maîtrise de l'énergie au ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, lors d'un séminaire de formation destiné aux professionnels des médias à Abidjan. Organisé par la Fondation Akwaba Green Champions et le Réseau des journalistes pour l'accès à l'information publique (REJAIP-CI), cet atelier vise à former à terme 100 journalistes sur les enjeux de la transition énergétique. Le Programme de l'énergie, élaboré par le ministère de tutelle, bénéficie d'une solide architecture financière : 30,5 millions d'euros sont apportés par la banque allemande de développement (KfW) et 11 millions d'euros (environ 7,2 milliards FCFA) sont pris en charge par l'État de Côte d'Ivoire.

Société

LE MINISTRE PIERRE N'GOU DIMBA INAUGURE DEUX CENTRES DE SANTÉ DANS LE WORODOUGOU

Le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, Pierre N'Gou Dimba, a inauguré, samedi 31 octobre 2026, deux centres de santé ruraux à Fingolo et Séfrédjo, dans la commune de Morondo (Worodougou), en vue de faciliter la prise en charge médicale des populations. Ces nouvelles infrastructures permettront aux habitants de bénéficier de soins de proximité, sans avoir à parcourir de longues distances. Elles faciliteront, notamment, le suivi des femmes enceintes et la prise en charge des malades. Au cours de la cérémonie, le ministre a indiqué que la couverture géographique sanitaire est passée de 60 % à près de 90 % de la population vivant à moins de cinq kilomètres d'un centre de santé. « Notre ambition, c'est de faire en sorte que chaque village, chaque communauté ait un centre de santé, avec du personnel bien formé, engagé, avec des médicaments », a-t-il déclaré. Il a également insisté sur l'importance de la prévention et de l'adhésion à la Couverture maladie universelle (CMU).

Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels

@gouvciofficiel

+225 07 87 36 36 36 — 101 Allô Gouvernement — Centre d'appel du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC !

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions des Conseils des ministres, démarches administratives, actualité nationale.



www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable